

## **Mali : comment les chefs d'État de la Cedeao réagissent à la crise**

Lors du sommet de Dakar, le 2 avril, la Cedeao a décidé d'imposer un embargo total à la junte malienne, et de créer une force de 2 000 hommes pour intervenir au Mali. Une décision ferme qui masque cependant des approches parfois très différentes entre les chefs d'État d'Afrique de l'Ouest. Explications.

Le mini-sommet d'urgence de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui s'est tenu le 2 avril à Dakar, en marge de la cérémonie de prestation de serment du nouveau président sénégalais Macky Sall, n'a pas été de tout repos pour la dizaine de chefs d'États présents. Même si Alassane Ouattara, actuel président de l'organisation régionale, et ses pairs ont parvenus à s'entendre pour imposer un embargo à la junte militaire malienne, le huis clos du sommet a été agité.

Le bloc des chefs d'État anglophone menés par Ellen Jonhson Sirleaf (Liberia), Yaya Jammeh (Gambie), Atta Mills (Ghana) et Ernest Bai Koroma (Sierra Leone) militaient fermement pour des sanctions exemplaires contre la junte et une intervention militaire immédiate. Une « ligne dure » qui correspondait à celle de Ouattara. Mais en dépit de cette détermination affichée à faire dégager par la force la junte au pouvoir à Bamako et les islamistes touaregs, aucun chef d'État n'a proposé d'envoyer des contingents de son pays pour la force de 2 000 hommes dont la création a été décidée. La Cedeao espère sans doute encore que la junte acceptera de laisser le président de l'Assemblée nationale malienne, Dioncounda Traoré, diriger la transition.

### **Marges de négociation**

Quant au Burkinabè Blaise Compaoré, médiateur de la Cedeao pour la crise malienne, il a tenté de recadrer le débat. Soutenu par le Togolais Faure Gnassingbé, il promeut une tentative de sortie de crise pacifique, du moins dans un premier temps. « Nous sommes d'accords pour condamner le coup d'État et la rébellion. Mais donnez-moi des marges de manœuvres pour les négociations », a-t-il lancé à ses pairs.

« Les Maliens doivent d'abord s'aider eux-mêmes et travailler ensemble à résoudre leur crise. La Cedeao ne peut qu'aider et viendra en appui », a-t-il poursuivi. Jusque là silencieux, le président mauritanien Mohamed Abdelaziz, s'est peu après lancé dans une vive diatribe contre le régime déchu d'Amadou Toumani Touré (ATT), l'accusant de corruption, de laxisme et d'immobilisme sécuritaire.

« La situation est vraiment délicate au Mali, le retour de l'ordre constitutionnel ne suffira pas à régler le problème. Le mal est très profond », a assené le Mauritanien. Par ailleurs, en coulisses, certains présidents suspectent l'Algérie d'avoir fait le jeu de mouvements rebelles maliens non islamistes. Ils envisagent de solliciter l'aide de la France et des États-Unis pour obtenir des gages d'Alger.

Par **Baudelaire Mieu**, à Abidjan